

jeudi 28 mai 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = La "grécification", notre avenir à tous ? p.1
- = Pétrole : la guerre des prix n'est pas terminée p.3
- = Le Bank run s'accélère en Grèce à cause de la menace d'une taxe sur les retraits aux distributeurs ! p.6
- = GRÈCE : TOUT NE TIENT QU'À UN FIL... p.8
- = Le monde pourrait changer en octobre p.9
- = Deux visions opposées de la question démographique p.12
- = Marché-Système en déroute: petit survol d'une grande crise p.13
- = Lobbying et contributions électorales : le capitalisme de copinage, ça rapporte ! (Bill Bonner) p.18
- = BFM du 26 mai 2015 – Vers la falaise p.21
- = BFM du 27 mai 2015 – A reculons p.22
- = « Finalement, ce sera 3,9 % de déficit pour l'État en 2014 !! » (Charles Sannat) p.24
- = Pourquoi les banques centrales n'apprécient pas l'argent physique p.31
- = Survalorisation des marchés boursiers et Wishful thinking p.33
- = Bien qu'on en parle, augmenter les taux d'intérêts directeurs semblerait, en l'état actuel des choses, pour le moins suicidaire ! p.38
- = Ruptures, Frictions, Fractures et Évolutions p.41



La "grécification", notre avenir à tous ?



Philippe Herlin
GoldBroker

Publié le 28 mai 2015

La Grèce vient de déclarer qu'elle ne rembourserait pas le FMI en juin. Une tranche de 1,6 milliard d'euros arrive à échéance, mais "il n'y a pas d'argent" pour faire face à cette obligation annonce le ministre de l'intérieur. Selon le ministre de l'économie, Yanis Varoufakis, jusqu'ici "nous nous sommes remarquablement débrouillés pour honorer nos dettes, mais à un certain moment, ce ne sera plus possible." Le chef du gouvernement, Alexis Tsipras, l'a confirmé : "Nous avons fait ce que nous avons à faire, c'est maintenant au tour de l'Europe".

Le feuilleton grec dure depuis longtemps, le printemps 2010 précisément, mais jamais le défaut pur et simple n'a-t-il semblé aussi proche, ni clairement et calmement assumé par les autorités du pays. Ces 1,6 milliards d'euros ne représentent qu'une petite partie des 240 milliards d'euros qui sont dus à l'Union Européenne, à la BCE et au FMI : la Grèce a été polie, elle n'a pas annoncé un défaut sur l'intégralité de sa dette, seulement sur

une tranche, pour voir ce qui va se passer. Mais chacun sait que le pays est incapable de rembourser ces 240 milliards d'euros.

Nous pouvons nous rassurer en considérant la Grèce comme le vilain petit canard parmi les pays "développés", le cancre, celui qui fait régulièrement faillite, certes. Mais prenons un peu de recul : l'Espagne peut-elle rembourser sa dette ? Et l'Italie ? La France ? Le Japon ? Les Etats-Unis ? Non, bien sûr. Selon le cabinet McKinsey, la dette globale (publique et privée) représente 286% du PIB mondial, et elle augmente fortement depuis la crise de 2008. C'est déjà trop tard. La Grèce est juste un peu en avance sur nous.

Pour l'instant la situation demeure gérable par la plupart des pays parce que les taux sont à zéro. La croissance est faible ou nulle, mais les Etats empruntent à des taux très faibles, parfois même négatifs, la corde autour de leur cou ne se resserre donc pas. Mais ces taux au plancher ne peuvent pas éternellement durer, la situation que nous vivons s'avère tout à fait exceptionnelle historiquement parlant. Que les taux remontent et la "grécification" menacera la plupart des pays européens, le Japon et les Etats-Unis.

On peut parier que l'Union Européenne trouvera une solution pour éviter un défaut de la Grèce sur ses engagements envers le FMI au mois de juin. Un tel aveu d'échec provoquerait d'importantes tensions sur les marchés (et une remontée des taux !), et une possible sortie du pays de la zone euro, ce qui constituerait un vrai cataclysme. Depuis 2010 on colle des rustines sur la dette grecque, il n'y a pas de raison d'arrêter. La fiction d'une Grèce capable de faire face à ses engagements va continuer à être défendue à tout prix par les autorités bruxelloises, contre toute logique.

Mais de nombreux autres pays ne sont pas vraiment éloignés de la situation grecque, et une remontée des taux les mettrait immédiatement en difficulté. Le problème d'une dette insoutenable ne sera bientôt plus l'apanage de la seule Grèce mais deviendra notre horizon à nous tous.

Remerciements à Philippe Herlin. de www.goldbroker.fr

Pétrole : la guerre des prix n'est pas terminée

Par Aymeric de Villaret. Publié le 28 mai 2015 dans [Énergie](#) [Contrepoints](#)

À une semaine de la réunion de l'OPEP du 5 juin, force est de constater que la guerre des prix sur le pétrole est loin d'être terminée.

Bien au contraire ! Les montées en production (et des exportations) des membres de l'OPEP en témoignent.

Et ce n'est pas la moindre baisse du nombre des rigs aux États-Unis (seulement un rig en moins semaine du 17 au 22 mai) qui va inciter l'Arabie Saoudite à changer de stratégie... D'autant que la production de pétrole américaine commence à faiblir. La consolidation actuelle des cours du baril ne peut dans ce cadre que plaire au régime saoudien, car limitant toute velléité de reprise d'investissement américain.

Aussi, la réunion de l'OPEP du 5 juin ne devrait être qu'une confirmation de celle du 27 novembre.

Augmenter sa production et exporter plus ! Telle pourrait être la devise de l'OPEP à la lecture des relevés de ces derniers mois.

Comme le montrait le rapport de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) publié le 13 mai, l'OPEP produit de plus en plus et hors l'Arabie Saoudite (dont la capacité disponible –certains doutent du montant réel – est d'environ 2 Mb/j) est à son maximum :

OPEC Crude Production

(million barrels per day)

	Feb 2015 Supply	Mar 2015 Supply	Apr 2015 Supply	Sustainable Production Capacity ¹	Spare Capacity vs Apr 2015 Supply	1Q15 Average Crude Supply
Algeria	1.10	1.12	1.11	1.14	0.03	1.11
Angola	1.79	1.76	1.68	1.80	0.12	1.77
Ecuador	0.53	0.55	0.55	0.57	0.02	0.55
Iran	2.84	2.79	2.88	3.60	0.72	2.82
Iraq	3.32	3.70	3.80	3.73	0.00	3.49
Kuwait ²	2.80	2.80	2.80	2.82	0.02	2.80
Libya	0.29	0.48	0.52	0.50	0.00	0.37
Nigeria	1.83	1.74	1.80	1.92	0.12	1.81
Qatar	0.67	0.68	0.69	0.70	0.01	0.67
Saudi Arabia ²	9.71	10.19	10.10	12.34	2.24	9.87
UAE	2.84	2.84	2.84	2.90	0.06	2.84
Venezuela ³	2.38	2.40	2.44	2.49	0.05	2.39
Total OPEC	30.10	31.05	31.21	34.51	3.39	30.49
<i>(excluding Iraq, Nigeria, Libya and Iran)</i>					2.55	

1 Capacity levels can be reached within 30 days and sustained for 90 days.

2 Includes half of Neutral Zone production.

3 Includes upgraded Orinoco extra-heavy oil assumed at 440 kb/d in April

Source : rapport AIE du 13 mai

Les exportations de l'Arabie Saoudite sont aux plus hauts...

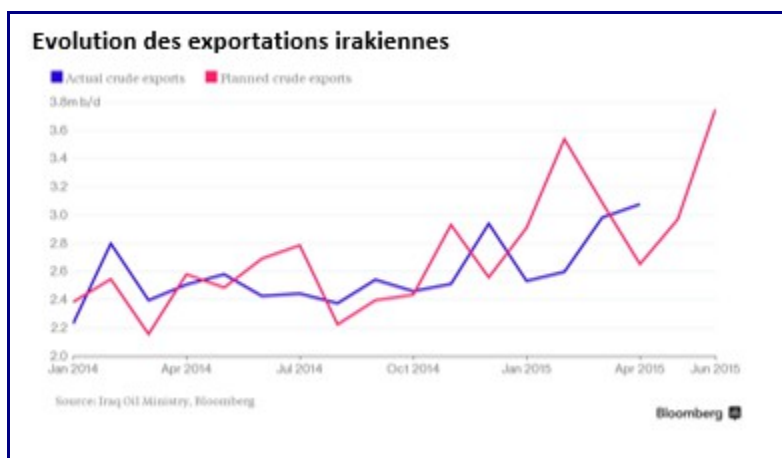
Selon JODI (the Joint Organisations Data Initiative), d'après les données fournies par le royaume, les exportations de pétrole en mars de l'Arabie Saoudite auraient été de 7,898 Mb/j contre 7,350 Mb/j en février et 7,474 Mb/j en janvier.

C'est selon JODI, le montant le plus élevé depuis novembre 2005.

... tout comme celles des autres membres notamment l'Irak

(qui devrait exporter de plus en plus, même si souvent les résultats n'ont pas été à la hauteur des espoirs) :

Évolution des exportations irakiennes

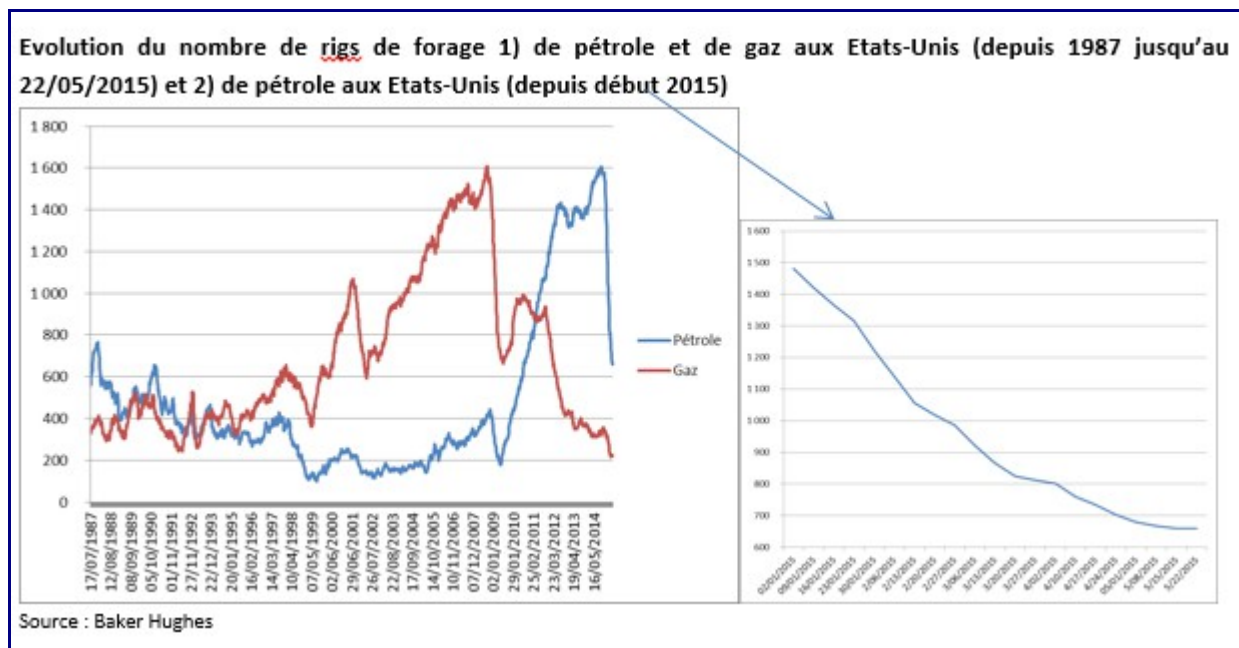


Stagnation des rigs de forage de pétrole et baisse de la production américaine de pétrole...

Dans notre papier du 18 mai, nous écrivions : « le retour aux 100 \$? Mais pas trop tôt pour casser l'huile de schiste... »

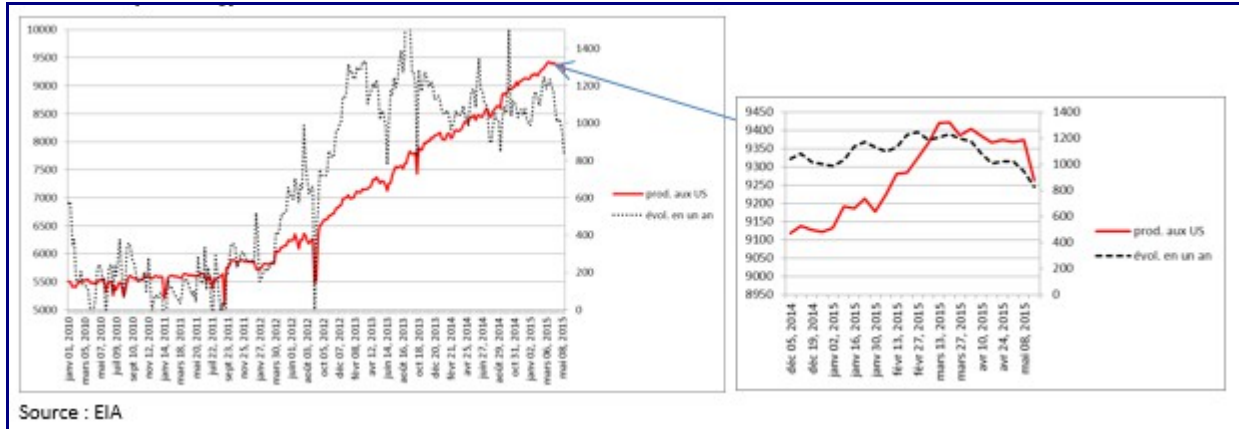
Que constatons-nous ?

Qu'après une chute rapide et brutale des rigs de forage aux États-Unis, cette chute ralentit et que cette chute est quasiment devenue nulle...



Comme le montre le graphe ci-dessus à droite, alors que la baisse du nombre de rigs de pétrole avait été de 123 en avril 2015, elle n'a plus été que de 29 pour la quinzaine du 1 au 15 mai et que de seulement 1 pour la semaine du 15 au 22 mai !

Évolution de la production de pétrole américaine depuis 2010 jusqu'au 22 mai 2015 et variation annuelle (en kb/j)



En revanche et logiquement, comme le laissait anticiper l'évolution des rigs de pétrole, la production de pétrole américaine se met à baisser de manière non négligeable avec, pour la semaine du 15 au 22 mai, plus de 100 Mb/j de moins de production !

Conclusion

Pourquoi changer de politique alors que la politique de guerre des prix commence à porter ses fruits avec une production américaine commençant à baisser ?

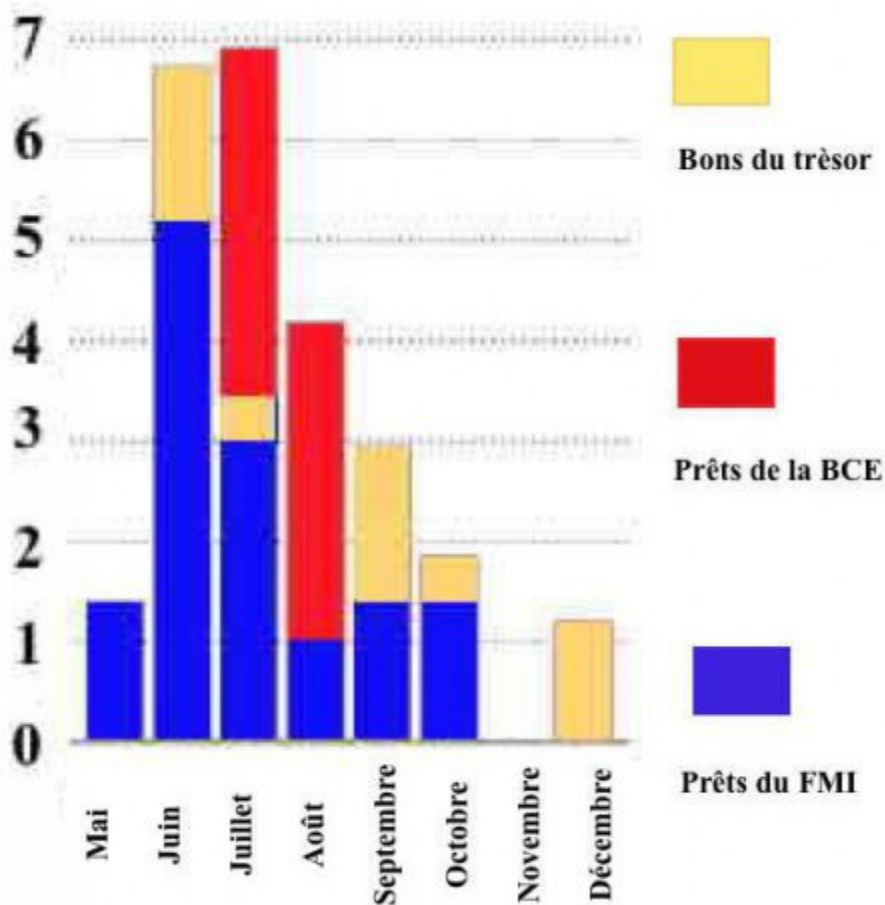
Même le ministre du pétrole iranien Bijan Namdar Zanganeh, selon l'agence de presse Mehr, a déclaré le 24 mai qu'il était peu probable que le plafond de production de l'OPEP change.

L'Iran est avec le Venezuela et l'Algérie un des faucons de l'OPEP et avait souhaité en novembre que l'OPEP coupe sa production.

[Le Bank run s'accélère en Grèce à cause de la menace d'une taxe sur les retraits aux distributeurs !](#)

Blog de la résistance 27 mai 2015

La Grèce a déjà annoncé qu'elle ne remboursera pas le FMI, ce qui est en soi « un défaut ». Allons nous vers un défaut européen, et une révolution ... ?!



Liste des remboursements de la Grèce jusqu'à la fin de 2015

Pendant ce temps Le Bank run s'accélère en Grèce après que Yanis Varoufakis a évoqué un prélèvement sur les retraits aux distributeurs automatiques :

Mardi , le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis aurait dit aux journalistes grecs que la mesure à l'étude pour contribuer à endiguer l'exode des dépôts des banques grecques était un prélèvement sur les retraits aux distributeurs automatiques visant à encourager l'utilisation de cartes de crédit sur le cash, une suggestion plutôt ironique venant d'un gouvernement paralysé par la dette. Le ministère des Finances n'a pas tardé à nier qu'un tel prélèvement a été envisagée, car après tout, une façon de veiller à ce que les lignes ATM (distributeurs de billets ndlr) seront approvisionnées un peu plus longtemps est de ne pas suggérer que les déposants seront bientôt soumis à un prélèvement sur les retraits.

Malheureusement, il semble que le passage visant à dissiper la «rumeur» de taxe sur les ATM est venu trop tard parce que, selon Kathimerini, la course aux dépôts s'est accéléré de façon significative le mardi.

Voici [plus](#) de précisions ::

Les Déclarations suggérant l'imposition de mesures de contrôle des capitaux au cours de la fin de semaine prochaine , et la référence de mardi par le ministère des Finances à l'imposition possible d'une taxe sur les retraits d'espèces – retirée par la suite – a envoyé beaucoup de gens droit vers les ATM. Dans le même temps, les responsables des banques soulignent les préoccupations répandues au sujet de la possibilité d'une rupture entre la Grèce et ses créanciers à cause de l'échec du gouvernement à rembourser la tranche prévue pour le Fonds monétaire international la semaine prochaine.

les professionnels du secteur de crédit ont indiqué que les sorties de dépôts sur seule journée de mardi sont montés à 300 millions d'euros, contre environ 100 millions d'euros par jour au cours des derniers jours. Ils ont dit que si ce montant est assez élevé, la situation est sous contrôle tant que les citoyens restent calmes.

GRÈCE : TOUT NE TIENT QU'À UN FIL...

par François Leclerc 27 mai 2015

« De grands pas ont été accomplis, nous sommes près d'un accord » a déclaré aujourd'hui Alexis Tsipras. La rédaction d'une ébauche d'accord portant sur l'excédent budgétaire, une réforme de la TVA et sur une révision du système de la retraite, est selon lui entamée, sans coupes dans les salaires et les retraites a-t-il précisé. Plus surprenant, il comporterait également selon Euclid Tsakalotos, l'un des principaux négociateurs grecs, des solutions à long terme pour alléger la dette et pour favoriser la croissance. Les négociateurs grecs savent jouer au billard !

Cherchant à obtenir des Américains qu'ils fassent pression sur le FMI, présenté comme le principal obstacle à un accord, Yanis Varoufakis avait hier sur CNN demandé aux créanciers de la Grèce de se mettre d'accord, et qu'ils

« fassent le dernier quart de chemin, puisque nous en avons fait déjà les trois autres quarts ». Après avoir vidé ses fonds de tiroir, le gouvernement grec vide ses poches afin de pouvoir payer la première échéance de 300 millions d'euros, le 5 juin. Mais, comme l'a déclaré Jack Lew, le secrétaire d'État au Trésor américain, « le risque d'aller d'une échéance à une autre ne fait qu'augmenter les risques d'un accident ». Il se préparait depuis Londres à rejoindre les dirigeants du G7 à Dresde, pour un sommet qui va durer de mercredi à vendredi où la Grèce sera au menu des discussions.

Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, continue de présenter la position du FMI comme « flexible » à propos de réformes qui doivent être « crédibles », sans plus de précision. Un accord doit être trouvé, précise-t-il dans Handelsblatt, sur l'évolution de l'excédent budgétaire primaire, la clé de voute de tout dispositif. Mais il n'hésite pas à annoncer simultanément que la BCE aurait les moyens de venir à bout d'une crise qui s'étendrait à d'autres pays, suite à la sortie de la Grèce de l'euro.

A 18 heures, les taux d'emprunt des pays du sud de l'Europe, Grèce compris, reculaient dans l'attente d'une confirmation d'un accord venant de Bruxelles, qui a au contraire démenti. La réunion du Groupe de Bruxelles d'aujourd'hui n'a pas commencé en raison d'une panne technique du contrôle aérien belge, l'euro working group doit se réunir demain, une réunion de l'Eurogroupe pourrait être convoquée avant la date fatidique du 5 juin.

[Le monde pourrait changer en octobre](#)

Mac Slavo ShtfPlan 28 mai 2015



« La Chine se prépare à un évènement majeur sur les marchés des devises. »

<https://youtu.be/KI4D84YqTTY>

(Vidéo tirée de [Future Money Trends](#))

Le mois d'octobre prochain pourrait marquer le début de la fin du dollar en tant que devise de réserve internationale. Deux fois tous les dix ans, le Fonds monétaire international se réunit pour discuter du panier de devises des droits de tirages spéciaux. Ce panier comprend aujourd'hui le dollar, le yen, la livre sterling et l'euro ; mais si la Chine se voyait accorder sa demande, d'ici quelques mois, le yuan pourrait intégrer ce panier à son tour.

Le secrétaire américain du Trésor, Jack Lew, pense que la Chine n'est « pas prête pour un tel statut », et désire voir l'entrée de la devise chinoise refusée pour préserver le statut du dollar en tant que devise de référence internationale et mécanisme d'échange primaire pour le commerce international.

Mais pendant que Lew et ses prédécesseurs ont présidé sur la plus grosse expansion de la dette nationale de l'Histoire, la Chine a adopté une position stratégique, comme les Etats-Unis l'ont fait dans les années 1900, non seulement pour devenir la plus grosse économie du monde, mais aussi la superpuissance du XXIe siècle.

Oublions un instant ce que nous disent les analystes, les politiciens et les financiers qui pensent que la Chine n'est pas prête, et concentrons-nous sur les [mesures prises par la Chine](#) pour comprendre pourquoi le président chinois, Hu Jintao, estime que le dollar soit un produit du passé.

Passage tiré de [Future Money Trends](#):

Nous voyons déjà la Chine et la Russie accumuler de l'or, et la demande a atteint des sommets au cours de ces cinq dernières années. La Chine est à la fois le plus gros importateur et le plus gros producteur d'or de la planète. Non seulement elle accumule de l'or à la pelle, aucune once produite dans le pays n'en sort.

La Chine se prépare à un événement majeur sur les marchés des devises.

...

Le monde n'est plus à l'aise face au dollar... Selon le président Hu, « le dollar est un produit du passé ».

Il fut un temps où le dollar était soutenu par de l'or. C'est cette garantie qui a permis de le solidifier en tant que devise fiable sur le marché libre. Aujourd'hui, le dollar n'est plus garanti par quoi que ce soit.

C'est cette faiblesse que les Chinois cherchent à exploiter, et c'est pour cette raison qu'ils ont accumulé des milliers de tonnes d'or ces quelques dernières années. Mais ce n'est pas tout.

En plus de leurs réserves d'or physique, les Chinois ont eu recours à une [stratégie secrète d'accumulation d'or](#) dont personne ne parle encore :

Ces quelques dernières années, les études du marché de l'or se sont uniquement concentrées sur l'accumulation d'or physique de la Chine, de la Russie et des banques centrales orientales. Mais ce à côté de quoi elles sont passées, c'est une stratégie vieille de 7.000 ans sur laquelle la Chine met aujourd'hui l'accent.

Selon des données compilées par Bloomberg, en 2013, les achats d'actifs et de sociétés minières ont augmenté pour atteindre un record de 2,2 milliards de dollars.

La Chine achète des mines d'or à un taux record... et pourtant, les investisseurs et les analystes ne se concentrent que sur les achats et ventes de métal physique, dont nous ne savons plus rien depuis 2009.

Selon Bloomberg, depuis lors, les réserves d'or physique de la Chine auraient pu tripler.

La Chine, qui ne cesse d'accumuler de l'or, pourrait semer la panique si elle décidait d'annoncer les quantités d'or qu'elle a effectivement accumulées.

Mais imaginez que l'on additionne toutes ces réserves... non seulement celles accumulées sur le territoire chinois, mais aussi les réserves offshore. 2,2 milliards de dollars, c'est 46 tonnes d'or physique... mais si cette somme était utilisée pour acheter des dépôts miniers, elle pourrait représenter jusqu'à 5.000 tonnes de métal.

Et ce n'est qu'une année d'achats de mines pour la Chine.

Il a été dit que la Chine puisse annoncer l'état de ses réserves d'or à l'approche de la décision du FMI au mois d'octobre, dans un effort de prouver au monde que sa devise n'est pas seulement apte à intégrer les droits de tirages spéciaux, mais qu'elle est aussi bien plus fiable que le dollar.

Le vent du changement souffle, et les Chinois tiendront bientôt le gouvernail de l'économie globale. Ils savent que des événements majeurs font leur approche, et s'y sont préparés en accumulant le seul actif qui ait jamais été capable de maintenir son statut moyen d'échange au fil des âges.

Ceux qui tentent désespérément de déterminer où placer leur argent avant qu'un événement majeur ne prenne place devraient suivre cette même stratégie.

Deux visions opposées de la question démographique

Biosphère 28 mai 2015

Ci-dessous de la part de deux correspondants différents. Nous attendons vos commentaires.

1/2) Une vision optimiste de la politique démographique

Ne baissons pas les bras sur ce sujet. Les causes de l'accroissement démographique sont assez bien documentées. Les possibilités d'évolution positives ont aussi été bien étudiées.

Certains pays ont réussi à maîtriser leur démographie par la coercition comme la Chine. La stabilisation démographique chinoise explique en partie le boom économique de ce pays qui a investi dans la production des sommes d'argent importantes qui auraient dû être consacrées à l'éducation de plusieurs centaines de millions d'enfants qui ne sont pas nés par cette politique. Le gouvernement chinois le revendique comme un succès de planification économique.

Dans d'autres pays, c'est l'éducation qui a permis une baisse de la natalité. Dans le détail, il y a dans un premier temps l'éducation des garçons qui ne produit pas de réduction de la natalité mais qui permet l'acceptation dans un deuxième temps de l'éducation des filles qui elle engendre la réduction de la natalité. La mise en place de systèmes de sécurité sociale est aussi un facteur positif pour obtenir une dénatalité car les enfants sont souvent perçus comme une assurance maladie, invalidité, vieillesse intra-familiale. Cette voie "douce" est plus longue : au moins deux générations.

2/2) Une vision pessimiste de la question démographique

Le problème c'est qu'on n'a pas le temps d'attendre deux générations pour stabiliser la population à 50 % au dessus du niveau actuel alors qu'on « consomme » déjà l'équivalent de 1,9 planètes. Or il est démontré que l'amélioration globale de la consommation d'énergie physique par \$ du PIB depuis 50 ans est minime (environ 1% par an) et absolument insuffisante pour compenser la hausse des besoins par personne et encore moins la hausse du nombre de personnes. Nous voulions un "facteur 4" entre consommation globale de 1990 et celle de 2050 pour revenir à un peu moins d'une planète consommée, on en sera probablement très loin.

Les destructions cumulées (car en gros on bouffe le capital planétaire au lieu de vivre sur le revenu qu'il génère) et notamment l'aggravation du pillage des océans, leur acidification et réchauffement croissant, la destruction de la couche de sols fertiles, la hausse de la pollution des eaux, la diminution de la surface de forêts humides, la fonte du pergélisol qui risque de relâcher du méthane qui y actuellement piégé, le même phénomène avec les chlatrates (méthane piégé dans des sols gelés sur les talus océaniques que le Japon rêve d'exploiter!), la diminution de la biodiversité végétale et animale, la baisse de l'EROEI de toutes les énergies et surtout des plus denses et des plus faciles à exploiter, tout cela rend notre milieu naturel progressivement de plus en plus hostile à l'homme et aux autres espèces.

Comme on constate que les tenants d'une décroissance maîtrisée car voulue sont en nombre beaucoup trop faible pour peser sur les décisions politiques, nous aurons une décroissance subie sous forme de décrochages suivi d'un effondrement général. On pourra alors chanter "c'est la chute finale" ! Il y aura comme d'habitude des guerres civiles et inter-étatiques, des épidémies, du sang, de la sueur et des larmes mais pas d'avenir radieux au bout... sauf pour quelques centaines de milliers de personnes qui sauront se protéger pendant les décennies suivantes en accaparant les stocks de matériels conservés d'avant l'Effondrement.

Marché-Système en déroute: petit survol d'une grande crise

(De la bataille du Système épisode XII)

EntreFilet 02 avril 2015

Depuis une vingtaine d'années, la succession phénoménale de crises qui

secouent le monde connaît une accélération exponentielle en termes de nombre comme d'intensité. Que ce soit au niveau écologique, sanitaire, alimentaire, économique ou géopolitique, toutes les coutures du monde connu semblent en train de craquer quasiment en même temps. C'est que toutes ces crises n'en forment en réalité qu'une seule, gigantesque: celle de l'effondrement d'un *Marché-Système* poussé dans ses ultimes excès par la folle gouvernance US.

Matrice éclairée d'un progrès technologique guérisseur de tous les maux, notre Modernité triomphante incarne des valeurs indépassables et constitue la seule voie possible vers une humanité préservée de la guerre, du froid et de la faim. Voilà en substance la promesse de campagne, le faux nez de notre *Marché-Système* globalisé sous gouvernance US.

Près de 70 ans après les premiers clips promotionnels de *l'American dream*, la réalité du monde s'avère pourtant à l'exact opposé de l'illusion proclamée. Rongée par sa toxicité et dépassée par ses contradictions (1), la machine atlantiste à dominer le monde s'affole désormais et, au Moyen-Orient comme en Ukraine, toutes ses machinations pour maintenir son hégémonie tournent au fiasco.

Petit survol d'une grande crise.

Le saccage du vivant

Le *Marché-Système* à la sauce américaniste qui emprisonne aujourd'hui l'humanité n'est que le rejeton désaffecté et monstrueux des grands empires coloniaux. Comme ses géniteurs, il assure sa domination par la violence, les machinations et l'intrigue. Son modèle de civilisation mercantile est en fait une contre-civilisation dont l'essor et la pérennité reposent sur un déchaînement ininterrompu de pillages et de tueries de tous ce qui pousse, nage, vole, rampe ou marche sur notre planète.

En quelques décennies, les fragiles équilibres de notre biosphère ont ainsi été brisés, nos océans et notre terre pollués, notre air vicié.

Les espèces animales et végétales s'éteignent à une vitesse phénoménale. Celles qui survivent sont soit muséifiées, soit sacrifiées dans un océan de

souffrances et de dégradation industriel, ou encore génétiquement manipulées pour que rien du (sur)vivant n'échappe à la voracité d'un *Marché* dont la main invisible est devenue la seule référence au Sacré.

Qu'une telle razzia globalisée ait finalement produit quelques bénéfiques matériels pour une minorité élargie est, dirions-nous, la moindre des choses au regard du prix terrifiant consenti. Désormais, la marchandisation du monde a infecté jusqu'au ventre des mères, et rien ne semble pouvoir arrêter notre grande marche éclairée vers le «progrès» ultime: c'est-à-dire

l'avènement d'un homme nouveau, d'une humanité nouvelle *amoureuse de sa servitude* à une machine néo-libérale seule à même de susciter en elle cette infinité de désirs qui, à défaut de pouvoir être assouvis, lui offre l'illusion d'une vie (*je Dé-pense donc je Suis*).

Il faut alors consommer encore, consommer toujours pour stimuler et sauver le désir, pour le PIB, la croissance, les parts de marché, le CAC 40, les charts, les chiffres, la City et Wall Street.

Il faut produire encore plus, donc détruire encore plus.

Le Marché-Système l'exige.

Notre contre-civilisation l'exige.

Il n'y a pas d'alternative.

Point de salut hors la fuite en avant.

La guerre éternelle

Au plan géopolitique, l'hyperpuissance US qui pilote la machine use d'une force militaire sans rival pour imposer ses rapines et maintenir la domination de son Marché-Système; pour voler, piller, s'approprier tant que faire se peut les derniers minerais, les dernières nappes de pétrole, d'eau potable, les derniers marchés.

Tout cela bien sûr sous le vernis de la lutte pour ces fameuses «valeurs indépassables» dont les mots «liberté», «démocratie» ou «droits-de-l'homme» sont devenus les coquilles vides de la novlangue politico-médiatique.

Le mensonge domine tout le discours jusqu'à la nausée, jusqu'au ridicule. Il

inonde les ondes docilisées, broie les esprits.

Les plus fantastiques fables deviennent alors vérité sans heurts, sans contestation admise.

Car la vérité n'a plus d'importance.

La communication est Tout.

Seule compte la densité, le volume, la force, la violence du Message.

Hurlé assez fort, le Message, le Mensonge, devient vérité.

Le 11 septembre 2001 en a fourni un exemple stupéfiant. Le monde entier ainsi pu voir l'effondrement parfaitement symétrique de 3 tours sur leur empreinte, officiellement provoqué par 2 avions **(2)**. Malgré l'invraisemblance et le ridicule de la fable, il aura suffi de la hurler assez fort pour l'imposer comme une vérité. Et désormais, on qualifie de *«révisionnistes du 11 Septembre»* **(3)** ceux qui osent douter du catéchisme officiel, et bientôt de *«négationnistes»* cela va sans dire. La vérité révélée doit être défendue à tout prix.

Avant celle du 9/11, d'autres fables avaient déjà permis d'autres rapines comme l'invasion et le dépeçage de l'Irak notamment.

Après elles, d'autres fables ont encore permis le saccage de la Libye, puis celui de la Syrie.

Une énième fable, celle de la révolution de Maïdan **(4)**, a récemment permis de provoquer un affrontement avec l'insoumise Russie pour tenter de préserver la *full-spectrum-dominance* de l'hyperpuissance américaine.

Le risque d'une guerre nucléaire à large échelle est même pleinement assumé. Ce qui en dit long sur le jusqu'au-boutisme du Marché-Système sous gouvernance US.

Le Parti «Janus»

Au plan politique, la même inversion pourrit la plupart des grandes nations. La démocratie y est réduite à l'opposition théâtralisée des profils gauche-droit d'un seul «Parti Janus» contrôlé par une caste au service ou esclaves du Marché-Système.

Pour crédibiliser la farce il suffit alors, là où c'est encore nécessaire, de

favoriser l'émergence de quelque épouvantail, à grand renfort d'une insécurité et d'un racisme savamment entretenus, pour ensuite déclencher le fameux réflexe dit «*républicain*» au moment opportun.

Pour canaliser les énergies populaires vers des causes et des combats inoffensifs pour le Marché-Système, et notamment pour canaliser l'énergie naturellement rebelle de la jeunesse, la caste dominante a aussi pris soin de réduire le social au sociétal, la défense du bien commun à celle de minorités de plus en plus marginales, de plus en plus bizarres mais *cool*, dont on s'applique à faire l'éloge et la promotion.

C'est qu'il faut égarer et fragmenter toujours davantage le corps social; atomiser le plus possible les individus en les enfermant dans des catégories qui n'existent que par opposition les unes aux autres.

Diviser pour régner donc, et l'affrontement est alors partout.

Hommes contre femmes; jeunes contre vieux; LGTB contre hétéros; citadins contre banlieusards; laïques contre croyants; communauté contre communauté; religion contre religion.

C'est le triomphe de l'isolement et de l'éclatement sous prétexte de rassemblement ; le triomphe du dérisoire et de l'artificiel qui garantit l'absence d'opposition réelle au Marché-Système.

Les collabos de la misère en marche

Au plan idéologique, l'inversion est également totale. Le Marché-Système produit ainsi la censure, le contrôle de masse et l'interdit au nom de la défense des libertés. Il produit l'uniformité en prétendant lutter contre ce qui menace la diversité.

Infectée jusque dans son ADN par le Marché-Système, la démocratie opère ainsi lentement mais sûrement sa mutation vers un totalitarisme mou parfaitement compatible avec l'Etat de droit.

Au plan intellectuel, la désertification avance elle aussi au pas de charge.

Les débats de pure forme ronronnent dans des cénacles monopolisés par des esprits serviles et bien rémunérés.

Ceux qui osent dévier de la ligne éditoriale du Marché-Système sont

immédiatement exclus, ostracisés, voire persécutés.

Il n'y a plus dès lors d'intellectuels autorisés ni même capables de «penser» l'avenir.

La sécheresse est partout.

A de rares exceptions près, toute la caste intello-culturo-mondaine en place sert de caution à cette farce.

Tous baignent ainsi mollement dans les sucus gastriques du Marché-Système qui les digère bien sûr; mais qui en même temps les préserve dans leur rang, leur fonction et leurs privilèges, leur faisant ainsi aisément oublier, par la vertu du nombre et de l'instinct grégaire, qu'ils sont tous des collabos de la misère en marche.

Accélération

Sauf que voilà. Le Marché-Système ne parvient plus à donner le change.

Il est vrai que jamais, auparavant, l'Histoire n'avait connu de situation où une *civilisation*, formellement à l'agonie du fait de son incapacité à produire du sens ni même un modèle de fonctionnement viable, ne peut ni mourir ni disparaître du fait de sa seule hyperpuissance médiatique, militaire et technologique.

Ne reste donc que cette hyperpuissance à l'état brut qui, sans état d'âme ni espoir ni projet, cherche simplement à «*persévérer dans son être*» puisqu'elle est programmée pour cela. Logiquement, la rage, le désespoir et la violence que le Marché-Système projette vers l'extérieur pour survivre se retournent contre lui et se révèlent ainsi les seules forces capables de l'atteindre et de l'affaiblir à travers la multiplication et l'accumulation des crises insolubles qu'ils produisent.

C'est l'extension permanente du domaine du chaos.

La crise d'effondrement du Marché-Système sur lui-même, par lui-même, est entrée dans sa phase finale avec, au-delà, la possibilité d'un renouveau.

Le Système devenu anti-Système en somme.

Lobbying et contributions électorales : le capitalisme de copinage, ça rapporte !

28 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Cette semaine, nous avons été interrogé par un magazine et une chaîne de télévision londoniens. Tous deux ont demandé si nous étions "pessimiste".

"Bien sûr que non", avons-nous répondu. "Nous pensons que le système financier mondial actuel va s'effondrer lors d'un gigantesque krach se terminant par une terrible dépression. Mais nous avons hâte que ça arrive".

Ce n'était pas exactement la réponse qu'ils cherchaient. Et une interview ne dure pas assez longtemps pour que ce point de vue ait un sens. Notre public a dû penser que nous avions perdu la tête.

Nous avons également rencontré notre vieil ami Marc Faber, cette semaine. Il nous a aidé à trouver une raison à notre "pessimisme".

"Le système tout entier est corrompu", a-t-il dit. "Le gouvernement. Les banques. Les banques centrales. Les grandes entreprises".

Les gens utilisent toujours leur richesse et leur pouvoir pour tenter de se protéger. Parfois, ils les utilisent aussi pour prendre de la richesse et du pouvoir aux autres. C'est de la corruption. C'est ce pour quoi le gouvernement a été conçu — permettre à un groupe d'en dépouiller un autre. Si l'élite ne pouvait pas en profiter, pourquoi se donneraient-ils la peine de gouverner ?

Ces 35 dernières années, nous avons corrompu l'économie, les marchés et le gouvernement lui-même

Telles que les choses se sont déroulées, en tout cas, nous les baby-boomers, nous avons pris les choses en main dans les années 80. Nous sommes aux commandes depuis. Ces 35 dernières années, nous avons corrompu l'économie, les marchés et le gouvernement lui-même.

Bien entendu, dans les années 70, une partie du sale boulot avait déjà été faite. L'administration Nixon s'était débarrassée de la devise honnête. L'horizon était dégagé. Nous pouvions utiliser cette nouvelle devise basée sur le crédit pour pervertir toute l'affaire.

Le gouvernement des Etats-Unis était limité, autrefois. C'était toute l'idée de la constitution : restreindre le pouvoir des autorités. Une bonne partie des contraintes était financière. La monnaie elle-même était limitée à "l'or et

l'argent seulement". Le Congrès était censé non seulement déclarer la guerre lorsqu'il mettait des troupes à pied d'oeuvre, mais également lever l'argent nécessaire à leur entretien.

▪ **Bienvenue dans le monde du copinage...**

A présent, la constitution américaine est quelque part dans un tiroir poussiéreux ; même les juges de la Cour suprême ne peuvent pas la retrouver. La nouvelle devise, avec l'attitude insouciant qui l'accompagnait, a tout changé. Les autorités peuvent faire tout ce qu'elles veulent — y compris tuer des gens — tant qu'elles trouvent le bon angle de communication. Prétendez que vous êtes en train de lutter contre le terrorisme, les drogues, le racisme, le réchauffement climatique, le manque de consommation ou le tabagisme et personne ne pose de questions.

L'administration Reagan a parlé de budgets équilibrés et de conservatisme budgétaire. Mais quelques mois après être arrivés à Washington, les républicains ont retourné leur veste. Depuis, ils n'ont jamais rencontré de zombie qu'ils n'appréciaient pas — surtout s'il avait une arme à la main. Des guerres à l'étranger. Des guerres sur le sol américain. Chacun des combats coûtait de l'argent... et chacun était perdant. Mais pas pour tout le monde.

A présent, le capitalisme n'est plus. Pas aux Etats-Unis. C'est désormais le copinage qui règne, où les entreprises cherchent à s'attirer les faveurs des autorités. Pourquoi un tel changement ? C'est plus profitable.

Pour chaque dollar dépensé afin d'influencer la politique, les entreprises les plus politiquement actives du pays ont reçu 760 \$ du gouvernement

Un autre vieil ami, Jim Davidson, décrit l'aubaine. La Sunlight Foundation a fait un rapport sur ses recherches, effectuées entre 2007 et 2012 sur 200 des entreprises les plus politiquement actives aux Etats-Unis :

"Après avoir examiné 14 millions de chiffres comprenant des données sur les contributions électorales, les dépenses de lobbying, les allocations de budget et les dépenses fédérales, nous avons découvert qu'en moyenne, pour chaque dollar dépensé afin d'influencer la politique, les entreprises les plus politiquement actives du pays ont reçu 760 \$ du gouvernement. Le total de 4 400 milliards de dollars représente deux tiers des 6 500 milliards de dollars que les contribuables individuels versent aux Trésor fédéral".

Cela revient à un retour sur investissement de 75 900%, précise Jim.

Le vrai capitalisme signifiait autrefois prendre des risques... travailler dur... avoir de la chance... et découvrir l'avenir. Le copinage est plus sûr. Il privilégie de vieilles entreprises bien établies — celles qui peuvent se permettre des lobbyistes coûteux. Il ne mène pas à la création de richesse ou au progrès, mais il facilite la tâche des politiciens et des planificateurs centraux. Ils savent où est l'argent ! Ils peuvent faire des plans pour le passé ; c'est avec l'avenir qu'ils ont des soucis.

Et dire que nous avons l'intention de chanter les louanges des baby-boomers, quand nous avons commencé notre chronique de ce jour ! N'avons-nous rien d'aimable à dire sur notre propre génération ?

Nous verrons ça demain...

BFM du 26 mai 2015 – Vers la falaise

mai 27, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Jacques Sapir

Vers la falaise : Jacques Sapir



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/replay/jacques-sapir/>

La décrépitude américaine

« Janet Yellen a dit qu'il y aurait quoi qu'il arrive une hausse des taux dans l'année 2015 [...] après, il est très clair aussi que ce sera une hausse très limitée et donc on voit bien que la Réserve Fédérale veut reprendre un peu la

main, sortir de la politique du Quantitative Easing mais elle est aujourd'hui très contrainte par la situation macro-économique aux Etats-Unis et devrait donc avancer très prudemment. »

« On voit que la crise qui affecte l'huile et le gaz de schiste [...] est en train de s'étendre. »

« Il faut s'avoir que l'on estime que l'huile et le gaz de schiste expliquaient la moitié de la croissance américaine ces dernières années. Donc on est bien ici en présence d'une crise majeure pour l'économie américaine. »

L'Europe et la Grèce foncent « vers la falaise »

Jacques Sapir est catégorique, nous arrivons vers la fin. Soit de l'Europe ou de la Grèce, qui foncent toutes deux « vers la falaise », l'une « s'arrête, soit elles tombent toutes deux dans la falaise. »

Concernant les remboursements de la Grèce, si cela est déjà mal parti pour le mois de juin, « concrètement aujourd'hui la Grèce n'a pas l'argent [...] pour payer ce qu'elle doit payer au mois de juillet. » Donc s'il n'y a pas un accord trouvé très rapidement entre la Grèce et ses crédateurs, le pays va « vers un défaut. »

De plus, pour notre Econoclaste, « la barre est à mettre à un niveau élevé » concernant le risque de défaut à cause du « succès de Podemos le dimanche dernier. » En effet, ce parti est « sur une pente ascendante extrêmement forte » et le nombre de votants pour ce parti a doublé en peu de temps. Il ne faut donc pas négliger l'impact psychologique de cette montée sur les européens.

« Le front uni de l'austérité [représenté par l'Allemagne et la France d'une certaine manière] est en train de s'effriter. »

« Soit [l'Allemagne] accepte les demandes de la Grèce. Mais elle sait très bien qu'à ce moment là les autres pays : l'Espagne, le Portugal voir l'Italie lui feront les mêmes demandes. Soit elle dit « non je campe sur mes positions » car il faut absolument cautériser le problème grec. Mais à ce moment là nous allons vers une sortie de la Grèce de la Zone Euro qui aura des conséquences assez importantes qui pourront faire éclater la Zone Euro

assez rapidement. »

C'est tout simplement « le jeu de la patate chaude. » On veut que ce soit l'autre qui porte le blâme.

BFM du 27 mai 2015 – A reculons

mai 28, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Philippe Béchade

A reculons : Philippe Béchade VS Rachid Medjaoui



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-rachid-medjaoui-12-baisse-des-marches-on-est-simplement-drive-par-les-liquidites-2705-537743.html>

Le président des Econoclastes ne le répétera jamais assez : « **le terme marché est inapproprié lorsqu'il y a un acheteur unique** » à savoir la Banque Centrale Européenne (BCE) sur les marchés européens. Toutefois on voit « **qu'il y a des signaux de fragilité** » notamment sur le DAX mais aussi en Italie, ce qui rejoint les propos de Jacques Sapir ces dernières semaines (cf. [BFM du 5 mai 2015 – Prévisions de croissance](#)). En effet, le système bancaire est morcelé, la productivité en baisse depuis plusieurs années et la dette italienne beaucoup plus importante que celle de la Grèce.

« **Je pense que l'Italie est l'homme malade de l'Europe.** »

Mais aujourd'hui, dans tout ce contexte, ce qui est, entre autre, dérangeant lorsque les médias nous informent de reprises économiques c'est que « **intrinsèquement on ne voit pas les entreprises accroître leur chiffre d'affaire, ni accroître leurs marges.** [...] Il y a un problème aujourd'hui

de rentabilité, de rentabilité du travail. »

« Aujourd'hui les marchés sont drivés par les liquidités, sans ça il y aurait un trou d'air. »

« Au premier trimestre 2015, 100% de la hausse des soit-disant profits vient des rachats de titres donc il n'y a pas de profit, c'est de la pure manip, c'est de la bidouille. » La réalité c'est que les investissements n'augmentent pas, les salaires n'augmentent pas, mais les entreprises empruntent pour gonfler leurs dividendes en rachetant leurs propres titres.

« C'est un capitalisme qui se mange, qui se dévore de lui-même. C'est Mercure dévorant ses enfants pour gâter ses actionnaires. »

Mais il n'y a pas qu'aux Etats-Unis ou en Europe que ça va mal. **« Ils ne progressent pas en Chine, ils stagnent. Et si vous retirez les banques, les sociétés foncières, vous avez un PER de 40 sur la Bourse de Shanghai et à Shenzhen 71 de PER. Alors évidemment quand on regarde ça, on se demande combien de temps cette bulle peut tenir. »** Concernant l'Europe, la situation est paradoxale. Les acheteurs **« achètent à reculons »** des actions car ils sont forcés de le faire par la Banque Centrale et sa politique des taux bas et de Quantitative Easing. La bulle gonfle donc des suites de cette politique folle.

« Finalement, ce sera 3,9 % de déficit pour l'État en 2014 !! »

Charles Sannat 28 mai 2015

[Ce 4% est calculé (comme partout dans le monde) par rapport au PIB du pays, ce qui n'a aucun sens. En fait, il faudrait que le déficit soit calculé par rapport au budget du pays. J'ai calculé sommairement que le déficit véritable serait quelque chose comme 27% (rapport pib/budget de l'état pour le canada qui de 7 comme exemple). On comprendrait mieux jusqu'à quel point l'économie des pays vont mal.]

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il y a deux articles à mettre en parallèle qui sont sortis aujourd'hui. Le

premier est celui du *Parisien* et il est consacré au dépassement du déficit budgétaire prévu au budget... Sans blague.

Le deuxième traite du modèle économique de nos régions qui, figurez-vous, est à bout de souffle selon les propres mots du président de l'Association des régions de France... Sans blague.

Ce qui transparaît à travers ces deux informations, c'est bien le côté inéluctable de notre descente aux enfers économique (raison pour laquelle j'insiste lourdement sur la nécessité d'être bienveillant à l'égard de nos camarades européens grecs car vous n'avez pas idée à quel point nous serons vite comme eux).

En réalité, c'est tout le modèle économique mondial de façon général et français en particulier qui est à bout de souffle. D'ailleurs, où que vous regardiez, « rien ne va plus ». Nous pouvons blâmer ce gouvernement certes. Il est aux commandes et n'arrive pas à grand-chose pour rétablir la situation, mais la réalité c'est qu'il s'agit là d'un mouvement qui dure depuis plusieurs décennies. École en ruine, police dépassée, justice ruinée, endettement généralisé, transports en déliquescence, chômage en hausse constante, banlieues, zones urbaines sensibles, santé, hôpitaux, misère, rien ne fonctionne, ou plus précisément, chaque année, tout fonctionne un peu plus mal ou un peu moins bien...

La Cour des comptes épingle le dérapage budgétaire de l'État

« La Cour des comptes estime que la France n'a pas respecté ses engagements en matière de déficit budgétaire. Elle met en cause la sincérité de ses prévisions de recettes fiscales. L'État vient de se faire taper sur les doigts comme n'importe quel mauvais élève. Motif : dans son rapport sur le budget de l'État en 2014, rendu ce mercredi, la Cour des comptes reproche à la France de n'avoir pas tenu ses engagements.

En cause, des «recettes fiscales surestimées» et des dépenses «trop souvent sous-calibrées» qui n'ont pas permis à l'État de tenir les engagements pris, en particulier, auprès de la Commission de Bruxelles... »

Mais franchement, ce n'est pas une découverte. Tous les ans, chaque année, nous faisons des prévisions bidons auxquelles nous sommes tous priés de croire gentiment, et comme nous sommes tous polis, nous disons « houaaa

fantastique... les prévisions sont bonnes pour cette année ». La Commission européenne, elle aussi, plus courtoise avec la France qu'avec la Grèce par exemple, s'empresse de valider ces prévisions que tout le monde sait erronées.

En fin d'année, les comptes arrêtés, le constat est clair, net, limpide. Les prévisions, à la surprise générale, n'ont pas été tenues !!

Et comme le dit la Cour des comptes, c'est un peu la même chose qui nous attend pour 2015... Et puis on peut aussi le dire pour 2016, et encore plus pour 2017, année d'élection présidentielle et de législative... Il est peu probable qu'Hollande nous fasse de la rigueur à quelques mois de ce qu'il pense être sa réélection... Et comme il devra se déclarer candidat quelques mois avant, il se passera peu de choses en 2016... Et comme nous sommes à la moitié de 2015... autant dire qu'à partir de maintenant, la tentation risque d'être grande de laisser filer les dépenses...

« Pour 2015, la Cour prévient déjà que des «risques pèsent sur les recettes fiscales avec notamment une incertitude sur la montée en charge du CICE et les modalités de financement du Pacte de responsabilité et de solidarité». De même, la Cour des comptes tire la sonnette d'alarme sur des dépenses sous-évaluées en 2015 dans la défense et l'enseignement scolaire tandis que «l'abandon de l'écotaxe poids lourds pose la question du financement des investissements en matière de transport. »

Il va donc falloir trouver de nouvelles recettes fiscales ou de nouvelles économies, ce qui risque de ne pas plaire aux électeurs...

Régions de France : le modèle économique « est à bout de souffle »

« Le président de l'Association des régions de France (ARF), Alain Rousset (PS), a estimé mercredi que « le modèle économique des régions est à bout de souffle » et appelé l'État à clarifier leurs missions.

« Tant que les baisses fiscales dynamiques nous permettaient d'avoir une croissance naturelle de nos ressources, ce modèle était tenable », a souligné Alain Rousset, lors de la présentation des chiffres clés de l'ARF. Ce modèle est en revanche aujourd'hui « à bout de souffle ».

« À partir du moment où nos ressources dépendent plus des dotations de l'État qui diminuent et que nous n'avons pas de bases fiscales à la différence

des départements et des communes », les recettes régionales devraient diminuer à l'avenir, a poursuivi le président socialiste de la région Aquitaine.
»

Pour les régions aussi ce sera la disette. Qu'elles soient 20 ou 40, grandes ou petites, cela ne changera pas grand-chose au stock d'argent disponible.

En réalité, ce que nous constatons, c'est que nos élus sont en incapacité chronique à réussir à faire autant avec moins, et certainement pas mieux avec moins.

Pourtant, le capitalisme et les gains de productivité permettent de faire mieux avec moins... sauf dans la fonction publique ou parapublique, et lorsque les rentrées fiscales ne sont plus au rendez-vous, c'est la panique à bord.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

La Grèce suspend son remboursement de juin au FMI

Pour le moment, l'Europe ne veut rien savoir. Rien. Aucune concession n'est accordée à la Grèce alors qu'il s'agit, disons-le, non pas d'une crise économique mais désormais d'une crise humanitaire en plein cœur de la zone euro sans que cela n'émeuve personne ou presque.

Alors les Grecs vont-ils se coucher ou déclencher le début de la fin de l'euro ?

Charles SANNAT

Venezuela : Maduro hostile à la dollarisation de l'économie nationale

J'ai beau parfaitement comprendre la volonté des Vénézuéliens de ne pas passer sous contrôle économique américain, la seule politique d'indépendance nationale valable est une politique permettant l'autofinancement. En clair, pour être indépendant, il ne faut pas avoir de dette car la dette est un esclavage financier et politique... La main qui donne est toujours située plus haut que la main qui reçoit.

Pour rapprocher cela du cas français, la politique d'indépendance nationale du Général de Gaulle s'est toujours accompagnée... de l'absence de dette et de budget de l'État parfaitement géré et en excédent. *Il faut se donner les moyens de sa politique.*

Charles SANNAT

Au marché noir, le billet vert s'échange contre 343 bolivars, alors

qu'officiallement un dollar cote 6,3 bolivars.

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a estimé ce mardi qu'il ne permettrait pas la dollarisation de l'économie dans son pays.

« Le Venezuela n'a jamais été et ne sera jamais dollarisé. Notre monnaie nationale vénézuélienne sera toujours fièrement le bolivar. Nous allons continuer d'investir toutes les ressources que nous recevons en monnaie étrangère : chaque dollar reçu servira pour la construction de logements, l'éducation, la santé publique et l'alimentation », a déclaré M. Maduro cité par la chaîne vénézuélienne VTV.

Une telle déclaration est liée à la chute du bolivar au marché noir. D'après le site vénézuélien Dolartoday, un dollar s'échange d'ores et déjà contre 343 bolivars, alors qu'officiallement le billet vert 6,3 bolivars.

Suite à des crises financières, on connaît d'autres cas d'États d'Amérique latine ayant abandonné leur propre monnaie pour adopter le dollar. « Les années 2000-2001 ont été marquées par l'adoption par l'Équateur et le Salvador du dollar en tant que monnaie nationale », indique le think tank CEPRI, centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale. Par ailleurs, le Panama et le Costa Rica sont également des exemples de dollarisation de leurs économies respectives.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/international/20150527/1016291979.html#ixzz3bLuzhCZw>

La Banque nationale suisse se moque des Suisses

28 mai 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La Banque nationale suisse prétend oeuvrer pour l'économie suisse mais achète des obligations étrangères douteuses, des actions américaines et affiche des pertes historiques en ce premier trimestre 2015. Encore une preuve de l'ineptie des "politiques monétaires".

Les keynésiens ne supportent pas la démocratie en matière d'économie. Taux d'intérêt, parités monétaires ne sauraient être déterminés par la rencontre de multiples acheteurs et vendeurs, la loi de l'offre et de la demande, sur un marché libre et ouvert. Monnaie et change sont l'apanage d'une banque centrale pilotée par des technocrates omniscients qui ont pour mission d'oeuvrer pour le bien du peuple. Le peuple, lui, est bien trop borné, limité, mal éduqué pour avoir quelque discernement dans des domaines aussi importants. Ces derniers sont l'apanage de Wall Street, de Harvard ou des

énarques, de l'élite de Davos.

Il fut un temps où la Suisse faisait partie des rares pays qui n'étaient pas administrés par des keynésiens Les keynésiens sont d'ardents défenseurs de la monnaie faible. Il fut un temps où la Suisse faisait partie des rares pays qui n'étaient pas administrés par des keynésiens ; il était alors écrit dans la constitution helvétique que la Banque nationale suisse se devait d'avoir 40% de ses réserves monétaires en or. Les Suisses ont donc énormément pâti durant des décennies d'avoir une monnaie forte.

En 1958, lorsque le nouveau franc fut promulgué en France, il fut décidé qu'il serait à parité avec le franc suisse : 1 CHF = 1 FF. La France keynésienne et dirigiste pratiqua la politique de la monnaie faible, politique consistant à brader le travail de ses concitoyens. En effet, selon les keynésiens, si un pays baisse la valeur de sa monnaie, il vend mieux ses exportations. Au contraire, la Suisse ne faisait pas grand'chose et le franc suisse se renchérisait face au franc français. Les deux francs dérivèrent donc. Pour fixer les idées, lorsque le franc français fut dissout dans l'euro, un franc suisse achetait 4,5 francs français (1 CHF = 4,5 FF).

Puisque leur monnaie était forte, les entrepreneurs suisses et leurs salariés devaient réaliser des gains de productivité pour vendre leurs produits à l'étranger. La production de richesse par habitant a été multiplié par trois en France comme en Suisse mais avec une petite différence : la France fait partie des pays développés dont la dette publique par habitant est l'une des plus importante au monde et le taux de chômage le plus fort. Inversement, la Suisse fait partie des pays développés les moins endettés et où le chômage est le plus faible. Le franc fort n'empêche pas Novartis, Nestlé, etc. de vendre et des entreprises comme Swatch furent les pionnières du *low cost* fabriqué dans un pays à monnaie forte.

Nous, Français, avons ainsi pu continuer à vivre à crédit à bon compte, grâce aux Suisses **▪ Les Helvètes se mettent au keynésianisme** Puis la Suisse s'est convertie à la religion keynésienne. Elle a intégré le FMI en 1992 ce qui l'a contrainte à renoncer à avoir 40% de ses réserves monétaires en or. Ses banquiers centraux ont estimé qu'il était bon que le franc suisse s'accroche à l'euro contre vents et marées. La BNS a donc acheté beaucoup d'obligations d'Etat françaises pour soutenir l'euro et empêcher le franc suisse de monter. Nous, Français, avons ainsi pu continuer

à vivre à crédit à bon compte, grâce aux Suisses.

Soudain, en début d'année 2015, la BNS a décidé de décrocher le franc de l'euro et le franc s'est envolé face à la monnaie unique. Avec plus d'un trimestre de recul, que constatons-nous ? L'économie réelle suisse poursuit son petit bonhomme de chemin, comme avant. La BNS, de son côté, a acheté beaucoup d'actions de multinationales américaines en créant autant de francs suisses : 497 millions de francs suisses dans Apple, 200 millions dans Google, 200 millions dans Exxon Mobil, par exemple. Elle a aussi acheté des obligations américaines ce qui a contribué à affaiblir l'euro face au dollar. Sur le premier trimestre 2015, la BNS affiche une perte de 29,3 milliards de francs suisses, la plus forte de son histoire. La blogosphère avertie ([Zero hedge](#), [le blog de Lilian Held-Khawam](#), [le blog à Lupus](#)) s'interroge : quel jeu joue la Banque nationale suisse ?

La BNS est une société anonyme régie par une loi spéciale qui stipule que :

- elle approvisionne en liquidités le marché monétaire en francs suisses ;
- elle assure l'approvisionnement en numéraire ;
- elle facilite et assure le bon fonctionnement de systèmes de paiement sans numéraire ;
- elle gère les réserves monétaires ;
- elle contribue à la stabilité du système financier.

Ses actionnaires sont les cantons (à 52%) et les banques cantonales, ses éventuels profits sont reversés aux cantons (pour les deux tiers) et à la Confédération (pour un tiers).

La BNS, comme toutes les autres banques centrales, essaye de faire tenir debout un système financier mondial corrompu

En pratique, la BNS, comme toutes les autres banques centrales, essaye de faire tenir debout un système financier mondial corrompu, ivre de surendettement finançant de la surconsommation, un système reposant sur le mensonge et confondant richesse réelle et création de crédit et qui profite exclusivement à l'*establishment* politico-financier.

Margaret Thatcher a dit en son temps, "le problème avec le socialisme, c'est qu'on arrive très vite à court d'argent des autres". Mais le keynésianisme n'a pas ce problème : lorsqu'il n'y a plus d'argent, il le fabrique. Tant que personne ne découvre la supercherie, tout va bien. Lorsqu'elle est découverte,

les contribuables paient. Ainsi, la BNS fait le bonheur de Wall Street, pas des Suisses.

Pourquoi les banques centrales n'apprécient pas l'argent physique



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 22 mai 2015

L'argent liquide est un gros problème pour les banques centrales.

La cause en est la structure du système financier. Comme je l'ai déjà dit, il est structuré comme suit :

- 1) La quantité totale de monnaie (argent liquide, sous forme de billets et de pièces) au sein du système financier américain représente un peu plus d'1,36 trillion de dollars.
- 2) Une fois qu'y est incluse la monnaie digitale déposée sur les comptes de court comme de long terme, cette quantité de monnaie passe à environ 10 trillions de dollars.
- 3) La monnaie disponible sur le marché américain des actions (parts des sociétés cotées en bourse) représente plus de 20 trillions de dollars.
- 4) Le marché américain des obligations (l'argent qui a été prêté aux corporations, aux gouvernements municipaux, aux États et au gouvernement fédéral) représente près de deux fois cette somme, avec 38 trillions de dollars.
- 5) Les instruments du crédit (prêts immobiliers, obligations adossées à des actifs, obligations toxiques, papier commercial et autres monnaies digitales basées sur la dette) représentent 58,7 trillions de dollars.
- 6) Les produits dérivés dérégulés de gré-à-gré que s'échangent les grosses banques et les corporations représentent plus de 220 trillions de dollars.

Sur observation de ces chiffres, la première chose qui saute aux yeux est qu'une majorité de la monnaie présente au sein du système financier prend la forme de prêts en monnaie digitale ou de crédit.

Pour dire les choses autrement, l'argent liquide, ou physique (billets et pièces) représente moins d'un pourcent de la monnaie présente dans le système financier.

C'est une bonne chose pour ce qui concerne les banques centrales, parce que si les investisseurs/déposants cherchaient à convertir ne serait-ce qu'une petite portion de ce « capital » en billets physique, le système imploserait (il n'y aurait pas suffisamment d'argent liquide).

Souvenez-vous que le système financier dans lequel nous vivons repose sur la dette. La norme monétaire « sans risque » n'est pas l'argent liquide, ce sont les bons du Trésor américain.

Quand la crise de 2008 a éclaté, l'un des plus gros problèmes auxquels ont fait face les banques centrales a été d'empêcher les investisseurs de fuir le capital digital en faveur de l'argent liquide. Ce qui a failli faire s'effondrer le système financier a été la tentative des déposants de retirer 500 milliards de dollars de fonds du marché monétaire.

Les fonds du marché monétaire utilisent l'argent des investisseurs pour émettre de la dette liquide de court terme et des garanties de crédit. Ces fonds offrent aux investisseurs des intérêts sur leur argent, tout en étant extrêmement liquides (les investisseurs peuvent en retirer leur argent à n'importe quel moment).

En théorie, c'est un système qui fonctionne très bien... mais après que 500 milliards de dollars ont été retirés (environ 24% du marché total) en l'espace de quatre semaines, la réalité du marché financier a été dévoilée : la monnaie digitale n'est absolument pas sécurisée.

Quand les fonds du marché monétaire et les marchés du papier commercial se sont effondrés, les réserves de fuel qui permettaient au système financier de continuer de tourner se sont asséchées. Presqu'immédiatement, la machine s'est arrêtée.

Quand cela s'est produit, les banques centrales du monde ont réalisé que leur pire cauchemar pouvait devenir réalité : si un pourcentage significatif d'investisseurs/déposants tentait de convertir son capital en argent liquide (physique), le système tout entier serait susceptible d'imploser.

En conséquence, l'ensemble des décisions monétaires prises par la Fed depuis cet incident ont eu pour objectif de chasser les investisseurs hors de l'argent liquide et vers les actifs à risque. La décision la plus évidente a été la réduction des taux d'intérêt jusqu'à 0,25%, qui a rendu presque nuls les intérêts offerts par l'argent liquide.

En revanche, les programmes de QE et l'Operation Twist de la Fed ont eu des objectifs similaires : forcer les investisseurs hors de la monnaie, notamment hors de la monnaie physique.

Après tout, si la monnaie n'offre aucun rendement, ceux qui ne désirent pas perdre de pouvoir d'achat n'ont d'autre choix que de rechercher des rendements accrus sur les actions ou les obligations.

Les modèles économiques de la Fed estimaient que ces politiques relanceraient l'économie américaine. Le seul problème, c'est qu'elles ne l'ont pas fait. En réalité, tout indique que l'économie américaine stagne maintenant depuis des années, malgré les taux d'intérêt maintenus proches de zéro depuis déjà six ans, et trois programmes de QE.

En conséquence, les économistes grand public de CitiGroup, le Conseil allemand des experts économiques et les gestionnaires d'obligations de M&G ont suggéré un abandon total de l'argent liquide.

Et ce n'est que le début. Nous avons récemment appris l'existence d'un document confidentiel soulignant la volonté de la Fed d'*incinérer* l'épargne.

[Survalorisation des marchés boursiers et Wishful thinking](#)

mai 27, 2015/ [Articles des éconoclastes](#), /par [Nicolas Chéron](#)

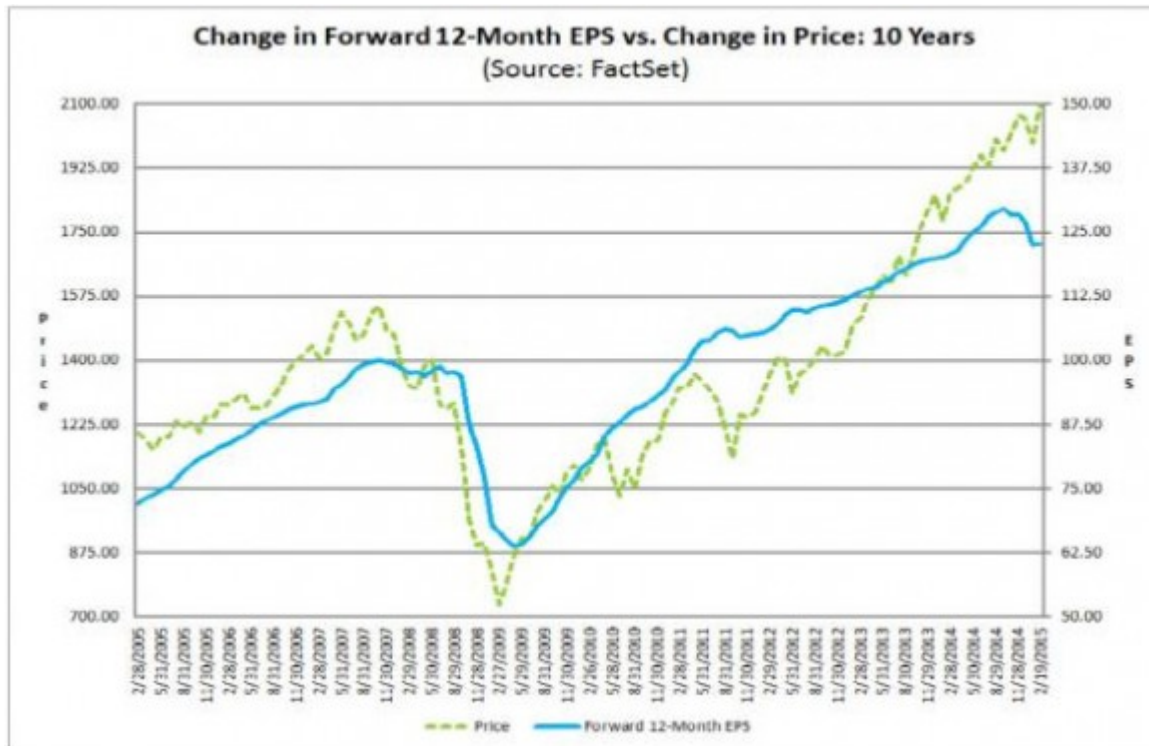
Le SP500 est l'indice de référence des marchés financiers puisque principal indice de la plus grande économie mondiale et boursière. Les calculs de valorisation ci-dessous seront donc principalement relatifs à cet indice.

3 principaux facteurs interviennent quant au retour sur investissement du marché actions :

-Les taux : plus les taux sont bas plus prendre des risques sur le marché actions se défend. En cas de hausse de taux, un ajustement se fait et les prix des actions baissent généralement. A l'heure actuelle, vous savez à quel point les taux sont bas, voire négatifs et ne peuvent donc que monter ultérieurement ce qui sera négatif pour les indices. Malgré cela, le marché continue de monter, passons au facteur suivant.

-La hausse de la profitabilité des entreprises : plus les opérateurs anticipent une hausse des résultats pour les trimestres à venir, plus ils sont ouverts à

acheter le marché même en cas de « survalorisation potentielle ». A ce sujet, il se trouve que les anticipations de résultats étaient particulièrement élevées fin 2014 pour l'Europe et les USA, ces dernières plafonnent désormais. Pourtant, les prix continuent de monter...



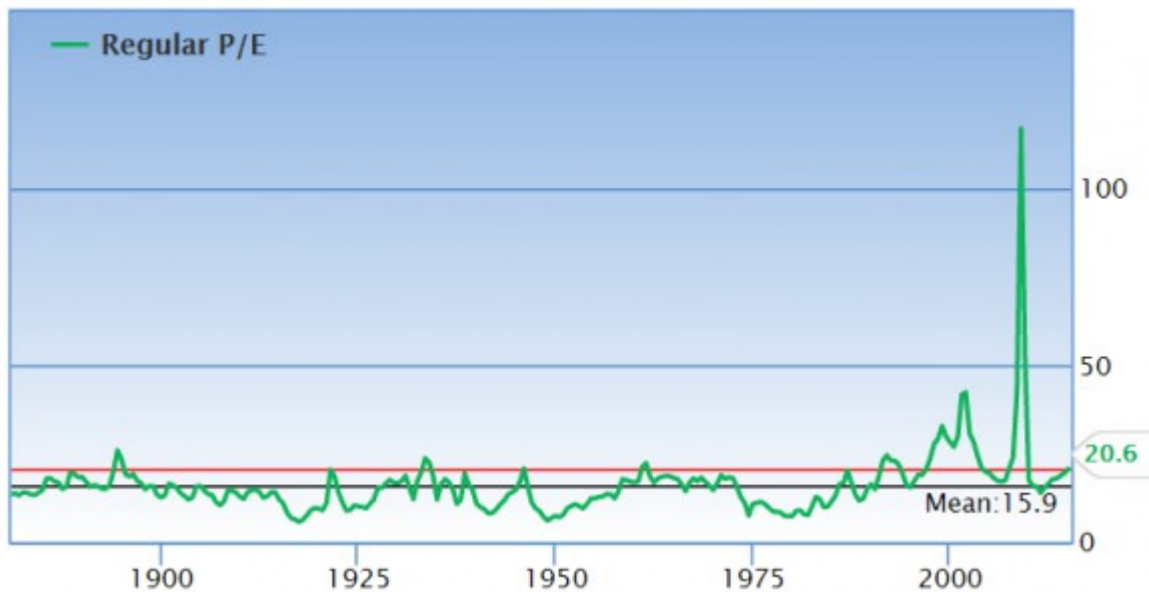
Il semble qu'une divergence se forme entre les estimations de bénéfices par action et le cours des indices. Ce phénomène pourrait être expliqué par le « Wishful thinking » actuellement de mise dans les médias. Le Wishful thinking est une addition de certitudes qui font prendre des décisions en fonction de ce qui « pourrait » être plaisant d'imaginer plutôt que d'accorder de l'importance à l'évidence, la rationalité ou encore la réalité. Certains psychologues pensent qu'avoir des pensées optimistes influence l'attitude et permet d'avoir de meilleurs résultats, ce phénomène est appelé l'effet « Pygmalion ». Le problème ici est que les optimistes sont les gérants actions, qui espèrent que les actions vont monter et n'ont aucune incidence sur les résultats des entreprises.

Etudions maintenant le troisième facteur, la valorisation des marchés :

Si le marché est considéré comme cher, le futur retour sur investissement sera faible et les opérateurs auront tendance à délaisser les actions. Inversement si la valorisation est faible. Sommes-nous actuellement sur ou sous-valorisés ? Essayons d'y répondre en étudiant plusieurs ratios.

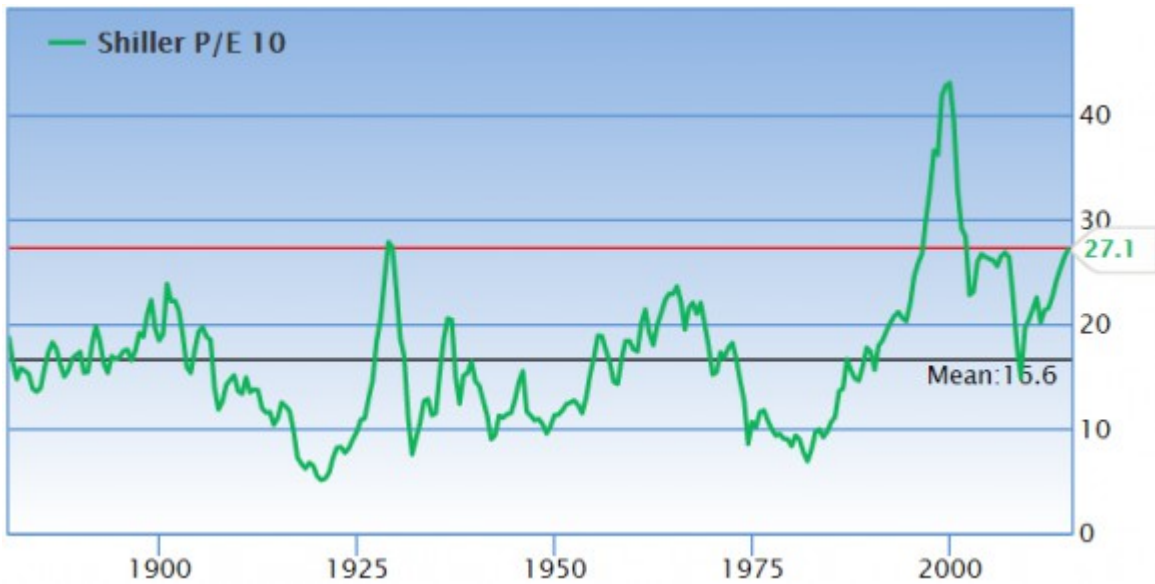
Pourquoi le price earning ratio est-il un indicateur désuet ?

Le PE ratio utilise le ratio du SP500 sur 12 mois glissants en comparaison des résultats des entreprises. Le problème est qu'il est rapidement mis à mal en période de forte expansion économique ou en cas de forte récession. Ainsi, quand on étudie le PE du SP500 au premier trimestre 2009, il était à 123, record historique et pourtant le marché réalisait un point bas... cet indicateur n'est donc pas optimum. On notera tout de même qu'il est actuellement non loin de sa zone haute historique sur 100 ans, mais pas sur un extrême aussi impressionnant qu'en 2000 ou 2008.



Le Shiller P/E confère un meilleur timing

Le professeur Robert Shiller de l'université de Yale a inventé ce ratio afin d'affiner l'évaluation de valorisation des marchés. Cet indicateur est plus précis puisqu'il permet d'éliminer les fluctuations dues à de fortes variations des profits dépendamment des cycles.



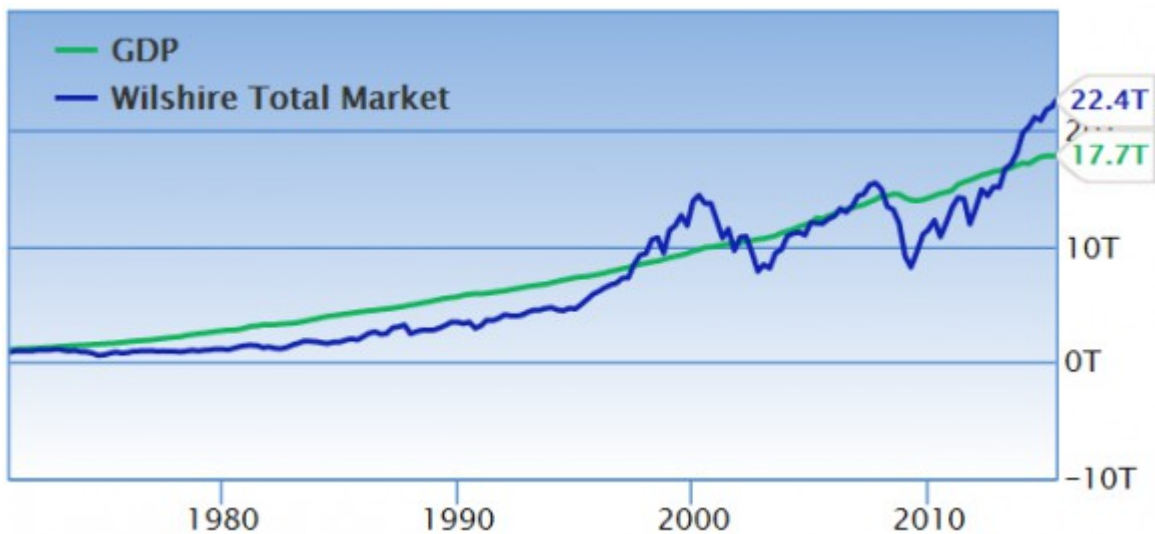
Sur le graphique ci-dessus vous pouvez constater les points hauts de l'indicateur en 1929, 2000 et même 2008, sous le seuil des 27...où nous sommes actuellement. Certains répondront innocemment que nous ne sommes pas aux niveaux de 2000, je répondrai que nous n'avons pas besoin de marché hyper évalués, surévalués suffirait pour qu'une correction prenne forme.

Le ratio de la capitalisation totale du marché US sur le PIB est d'après Warren Buffet l'un des plus pertinents. En étudiant ce dernier on peut constater que nous ne sommes pas loin de records.



Enfin une comparaison et non un ratio pour finir, de la capitalisation totale des marchés US représentée par le Wilshire 5000 (les 5000 actions les plus traitées) avec le PIB US. Loin de moi l'idée de conclure quoi que ce soit avec cette comparaison, notez simplement qu'un retour à la moyenne serait

légitime. Enfin, il apparait comme plus attractif d'acheter les marchés actions lorsque la capitalisation totale du Wilshire est inférieure au PIB US plutôt que l'inverse.

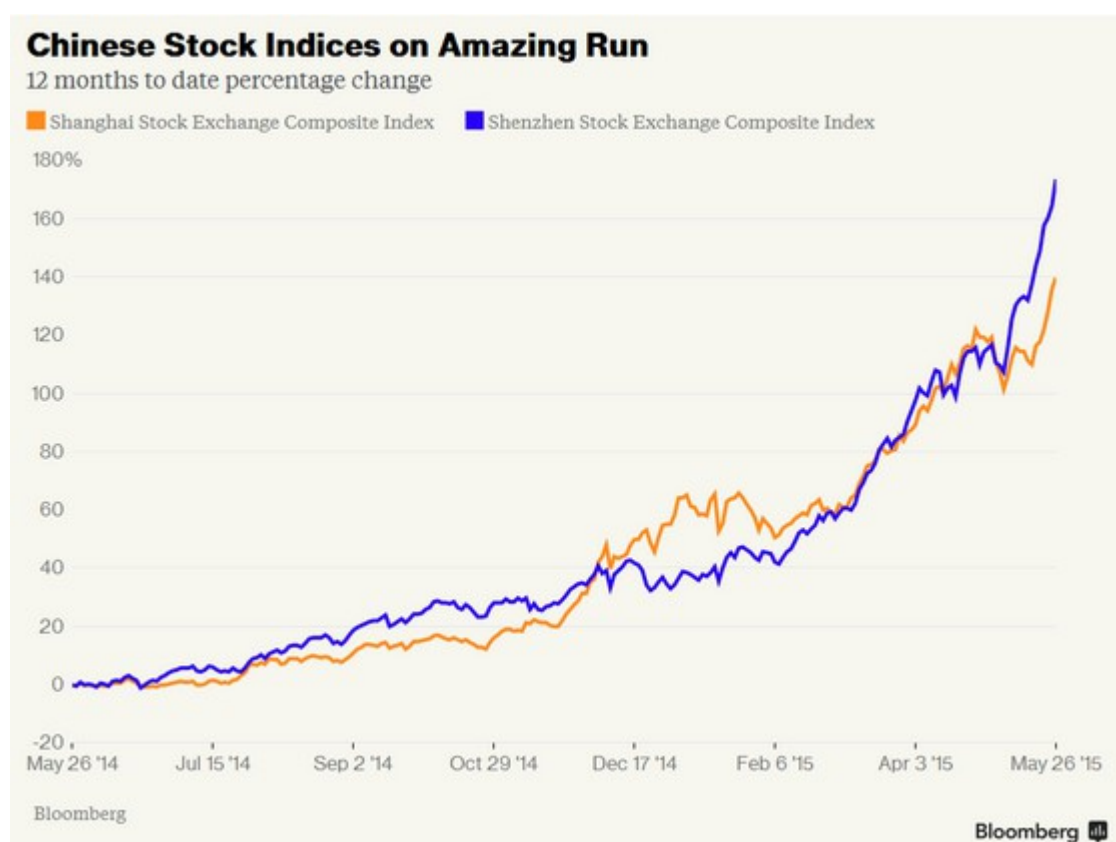


En d'autres termes, et alors que le SP500 vient d'atteindre des records historiques la semaine passée après avoir réalisé un rallye historique, il convient de garder en tête que les prix des actions ne sont pas sous valorisés. Ils sont au mieux correctement valorisés au vue des estimations de bénéfices à venir, au pire survalorisés mais aidés par les rhétoriques des banques centrales qui soutiennent les marchés artificiellement ces dernières années espérant que les résultats prennent le pas, ce qui reste une espérance pour le moment.



Graphiquement parlant, le SP500 a atteint une expansion majeure de Fibonacci de 161.8% à 2130 points. Vous pourrez noter à quel point le momentum plafonne, comme lors des deux précédentes corrections, mais je vous laisse vous faire vous-même votre avis au vu de ce que vous venez de lire quant à la suite logique des événements.

Ps : je ne sais pas si logique est le mot car le jeu ayant été faussé par les banques centrales ces dernières années, tout reste possible et c'est surtout cela qu'il faut garder en tête. Rien est impossible sur les marchés financiers, pas même le fait que certains indices asiatiques prennent plus de 150% en moins d'un an...



Par [Nicolas Chéron](#), Stratégiste pour CMC Markets

Source originale sur [CMC Markets](#)

Ce commentaire présente un caractère purement informatif et ne constitue ni un conseil en investissement, ni une recommandation d'achat ou de vente d'instruments financiers. CMC Markets et Nicolas Chéron ne sauraient être tenus responsables quant à l'exactitude, la fiabilité, l'exhaustivité ou la pertinence de ces informations ou données.

[Bien qu'on en parle, augmenter les taux d'intérêts directeurs semblerait, en l'état actuel des choses,](#)

pour le moins suicidaire !

Qui perd gagne et Econovie Posted on [27 mai 2015](#)

« Augmenter ou ne pas augmenter les taux directeurs: telle est la question... »

- Citation reprise par [Janet Yellen](#) à partir de la célèbre pièce de [William Shakespeare](#) ... « On ne fait pas d'**Hamlet** sans casser des œufs »
- (ni d'augmentation des taux directeurs, d'ailleurs...)

Effets d'une hausse des taux directeurs.

- Les taux d'intérêts directeurs sont des taux gérés par les Banques Centrales.
- Ces mêmes Banques Centrales prêtent, en cas de besoin de liquidités, aux banques commerciales (type BNP, Société Générale).
- Les taux directeurs mesurent donc le coût de refinancement pour les banques commerciales.
- **Le but d'une hausse des taux est bien souvent de calmer l'accord de crédits par les banques commerciales en alourdissant leur charge de refinancement.**
- En tant que véritable régulateur du prix du crédit, la hausse ou la baisse de ces taux va avoir des impacts conséquents (notre modèle économique est aujourd'hui basé sur le crédit).
- Ces impacts vont se transmettre à l'économie et aux marchés financiers à travers plusieurs canaux de transmission.

Voici donc les principaux effets économiques et financiers d'une hausse des taux directeurs.

- Canal des ménages et entreprises

- En ce qui concerne les ménages, avec des taux d'intérêts élevés, la tendance va se diriger vers l'épargne.
- Des taux attractifs, plus rémunérateurs, vont prendre le dessus sur le consommation.
- Concernant les ménages qui ont contracté des emprunts à taux variables, ils vont voir leurs charges de remboursement augmenter, donc leur revenus disponible chuter.
- Du côté des entreprises, la hausse des taux va avoir des effets négatifs

sur l'investissement.

- Une hausse des taux directeurs signifie que le crédit est plus cher.
- Les entreprises, comme les ménages, préféreront placer leur argent que d'emprunter pour investir.
- A travers ce canal, l'investissement des entreprises va se réduire, tout comme la consommation des ménages.
- Or, ces deux notions sont deux composantes de la croissance économique.

- Canal des taux de change

- Une hausse des taux va attirer des capitaux étrangers, puisque les placements seront plus rémunérateurs.
- L'arrivée massive de capitaux étrangers dans le circuit national va avoir pour conséquence d'élever le taux de change de la monnaie nationale.
- Celle-ci est plus recherchée, plus sollicitée.
- Cette demande forte va augmenter la valeur de la monnaie.
- De ce fait, les exportations vont automatiquement se réduire (comme cela a été le cas récemment pour la France avec la montée de l'Euro face au dollar) : Avec une monnaie forte, les entreprises étrangères devront payer plus pour importer nos produits.
- Or, l'exportation est également une composante forte de la croissance économique.

- Canal des cours d'actions

- En règle général, une hausse des taux est mal appréciée par les marchés financiers.
- La liquidité étant plus difficile à obtenir (crédit plus cher), les porteurs d'actions vont avoir le réflexe de vendre leur actions (les actions restent toujours un titre liquide) pour justement obtenir de la liquidité.
- Ces ventes vont peser sur les cours et vont les faire chuter (loi de l'offre et la demande).
- De plus, des taux plus élevés sont des charges financières plus contraignantes pour les entreprises.
- Ce contexte ne donne pas confiance aux investisseurs : ventes de titres.
- Or, la baisse des cours crée un contexte défavorable pour les entreprises.

Les effets d'une hausse des taux sont donc concrets.

- La hausse des taux est très souvent utilisée pour calmer une activité en surchauffe, susceptible de créer de l'inflation.
- En calmant l'activité des ménages et des entreprises, les Banques Centrales souhaitent calmer la demande et ainsi calmer les prix.
- Une hausse des taux d'intérêts directeurs est donc un acte principalement anti-inflationniste.

Depuis des mois, la tendance est évidemment largement à la baisse.

Dans des économies en récession, les Banques Centrales souhaitent redynamiser les activités en accordant plus de crédit, pour favoriser l'investissement et la consommation.

Difficile pour la BCE et la FED (Banque Centrale américaine) de sortir de leur politique de taux zéro.

- La gestion des taux d'intérêts directeur est faite pas les Banques Centrales.
- Les Etats ne sont donc pas décideurs à ce niveau là.

Ruptures, Frictions, Fractures et Évolutions

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 27 mai 2015

Banqueroute : John Law Surintendant Général des Finances, le franco-écossais qui a voulu révolutionner le système économique de son époque n'a pas su éviter la banqueroute. Le livre de Nicolas Buat « *John Law, la dette ou comment s'en débarrasser* » entre en résonance avec la période que nous vivons puisqu'il amène certains commentateurs à comparer John Law à Mario Draghi le président de la BCE. Le premier banquier central de l'histoire de France nous fit prendre un siècle de retard et coûta son trône à une monarchie surendettée... Politique du seau percé : c'est ce que le banquier suisse Necker reprochait à Louis XVI avec son lot de dettes et de pression fiscale qui finissait par révolter les citoyens. Philippe Dessertine, professeur à l'Institut de Haute Finance, décrit très bien dans son livre « *Le fantôme de l'Elysée* » les similitudes entre les comportements de Louis XVI et de François Hollande... Les nombres : longtemps dans l'histoire économique, le chiffre a été soumis au droit. Ce n'est plus le cas bien

évidemment aujourd'hui. Alain Supiot, professeur au Collège de France décrit dans son livre « *La gouvernance par les nombres* » comment s'est opéré le renversement du règne de la loi au profit de la gouvernance par les nombres

...

Traité Transatlantique : Le « Treaty on Trade and Investment Partnership » (TIPP) est un projet en discussion depuis 2013. Alain de Benoist, directeur des revues *Krisis* et *Nouvelle Ecole* est l'auteur de « *Le Traité Transatlantique et autres menaces* ». Dans son livre, il nous met en garde contre ce projet qui vise à instaurer la plus vaste zone de libre échange au monde entre les Etats Unis et l'Union Européenne. Mandat a été donné à des fonctionnaires non élus de conduire les pourparlers. Toutes les réunions se tiennent à huis clos. Cela pourrait selon lui aboutir, comme avec l'Otan à placer l'Europe sous tutelle américaine...

Russie : spécialiste de l'Europe et de la Russie, Fiona Hill, historienne britannique, dans son livre « *Mr Putin : operative in the Kremlin* » pointe les incompréhensions de l'Occident à l'égard du chef du Kremlin...

Chine : Philippe Le Corre est chercheur à la Brookings Institution de Washington. Il vient de publier « *L'offensive chinoise en Europe* ». Pour lui, les rachats d'entreprises européennes par la Chine ne font que commencer. Quand on a 4000 Md\$ de réserves de change on peut avoir une politique d'expansion internationale. Elle va investir dans l'éducation, la recherche et l'innovation: tout ce qui sera positif pour son image...

Afrique : Tom Burgis, le correspondant du Financial Times en Afrique dresse dans son dernier livre « *The looting machine* » un tableau sombre sur les chefs de guerre, les trafiquants et le pillage des richesses de l'Afrique par les politiques....

Droite : dans son dernier livre « *Chirac-Hollande. Une histoire corrézienne* », Denis Tillinac décrit le Hollandisme comme le stade ultime du Chiraquisme. Un président ne peut pas grand chose. La moindre initiative iconoclaste pourrait tout faire exploser. A ce titre la Corrèze est le

laboratoire de cette approche homéopathique de l'art de gouverner. Le résultat pour le moment étant que Chirac a déçu sa droite et Hollande sa gauche....

Management compassionnel: pour Jean Pierre Le Goff auteur de "*La fin du village*", le Président de la République François Hollande est devenu un manager compassionnel qui essaye de valoriser politiquement l'émotion victimaire et la réaction communicationnelle à des événements dont beaucoup relevaient avant des accidents de la route et des faits divers. Son œcuménisme mou et la crispation de la parole publique évite soigneusement les questions qui fâchent...

Rêve français : Jean Sérisé était dans la première promotion de l'ENA en 1947. Inspecteur des Finances il a créé le PIB. Aujourd'hui à 95 ans, dans son livre « *La France n'est pas seule au monde* », il déshabille le rêve français dans sa fragile nudité. Notre pays est selon lui incapable de faire l'apprentissage de la réalité. Comme notre système politique ne sait pas produire des hommes courageux, il doute que la France évite un destin à la grecque ou à l'égyptienne qui en ferait une vaste zone touristique...

Immigration : le dernier roman de Michel Houellebecq « *Soumission* » rappelle à 40 ans d'écart celui de Jean Raspail « *Le Camp des Saints* ». Il décrit une France soumise à la loi islamique et décrit bien le remords et l'angélisme de nos consciences....

Nationalisme : il faut absolument prendre en compte l'identité nationale dans les sociétés en crise. Pour Pierre-André Taguieff, auteur de « *La revanche du nationalisme* », le nationalisme n'est pas le véritable ennemi de la démocratie. Il y a au contraire un besoin naturel d'identité dans les sociétés minées par les communautarismes et menacées par la globalisation...

Frontières : le multiculturalisme et l'Union Européenne détruisent les nations et la démocratie. Tel est le constat de Thierry Baudet, universitaire néerlandais dans son livre « *Indispensables frontières* ». La double nationalité doit être supprimée car elle entraîne des conflits de devoirs contraires à la loyauté nationale. L'Union européenne consacre le règne

moderne de la déconstruction. L'oligarchie européenne va provoquer l'émergence d'une tyrannie douce et de régions soumises au régime de la Charia...

Islam : dans son livre « *Tocqueville en Arabie* », Joshua Mitchell, professeur de Théorie Politique à l'Université de Georgetown s'intéresse au rapport entre la religion et la philosophie libérale. A propos de l'islam, il estime qu'après avoir combattu le nazisme et le communisme, le monde occidental doit maintenant affronter une nouvelle idéologie totalitaire... ; Lydia Guirous est une enfant de l'immigration originaire d'Algérie. Dans son livre « *Allah est grand. La République aussi* » elle dénonce la lâcheté des élites, complices de la montée de l'islam radical. Les meilleures solutions pour lutter contre les dérives de l'Islam sont un renforcement des moyens de la police et une justice plus ferme et non la construction de mosquées...

Musulmans : le Général de Gaulle dans « *Un entretien avec Alain Peyrefitte* » du 5 mars 1959 avait été très clair « Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les musulmans sont des musulmans, les Français sont des Français. Si nous faisons l'intégration, mon village ne s'appellerait plus Colombey des deux Eglises mais Colombey les deux Mosquées » ...

Radicalisation : le mot revient souvent pour expliquer les actes terroristes. Pour Farhad Khoroskhavar, sociologue d'origine iranienne, dans son livre « *Radicalisation* », le victimisé ne vise plus l'intégration sociale par des voies positives mais une reconnaissance négative faite de peur et d'angoisse. Il joue gagnant : la mort ne lui fait pas peur ...

Populisme : Chantal Delsol, philosophe membre de l'Institut, dans son dernier livre « *Populisme. Les demeurés de l'histoire* » montre bien qu'une démocratie qui invente le concept de populisme qui lutte par le crachat et l'insulte contre des opinions contraires manque à sa vocation de liberté. Finalement le populisme est le sobriquet par lequel les démocraties perverses dissimulent vertueusement leur mépris pour le pluralisme....

Déconstruction : Jean François Mattéi fait partie comme Philippe Muray des auteurs qui sont plus grands morts que vivant. En guise de testament, il fait dans son livre publié après sa mort « *L'homme dévasté* » une charge brillante contre la “French Theory” et l’esprit de mai 68. Il démolit tous les généraux qui ont mené la guerre de déconstruction en particulier : Foucault, Derrida, Deleuze, Bourdieu, tous coupables selon lui de crimes contre l’humanisme...

Société connectée : une nouvelle société connectée est en train de se développer très rapidement mais sans ses élites. Les français que l’on disait repliés sur leur individualisme frileux, sont en train de devenir coopératifs, inventifs, ouverts à la confiance et prêts à partager. C’est ce que décrit Laure Belot dans son livre « *La déconnexion des élites. Comment internet déränge l’ordre établi* ». Cette irruption prend selon elle totalement à revers des élites encore trop sélectionnées et formatées pour l’administration...

Le village gaulois : la fameuse exception culturelle française n’est vraiment pas compatible avec le numérique. C’est ce que montre très bien Alexandre Moatti dans son livre « *Au pays du Numérix* ». C’est un pamphlet contre l’arrogance culturelle française qui a abouti à des initiatives numériques désastreuses: Quaero lancé par Jacques Chirac était la bibliothèque numérique européenne pour concurrencer Google. Elle n’a rien produit en dehors de coûter beaucoup d’argent public; la Très Grande Bibliothèque de Jacques Chirac et Jean-Noël Jeanneney qui était censé devenir l’Airbus du numérique n’a pas décollé...

GAFA : l’acronyme très à la mode (Google, Amazon, Facebook, Apple) est au cœur du dernier livre de Dominique Nora « *Lettres à mes parents sur le monde de demain* ». Ces sociétés sont les acteurs du monde des robots, du big data, du cloud, des MOOC et de l’homme bionique. Ces sociétés et leurs satellites ont tendance à penser qu’elles sont mieux placées que les Etats désargentés pour faire le bien de l’humanité. Elle pose les questions essentielles qui sont qui décide de quoi ? qui contrôle ? ...

Intelligence artificielle : Ray Kurzweil inventeur génial est obnubilé par

l'immortalité. Dans son livre « *The Singularity is Near : When Humans Transcend Biology* » il souhaite dans le cadre de la « Singularity University » université qu'il a créée, éduquer, inspirer et responsabiliser les leaders afin de répondre aux grands challenges de l'humanité. Nous avançons selon lui vers le moment où l'intelligence artificielle dépassera l'intelligence humaine...

Bases de données : Jaron Lanier, entrepreneur de start up en Californie, est l'auteur du best seller « *Who owns the future ?* ». Il craint que la concentration de richesses ne ruine la classe moyenne et menace la démocratie. Pour lui, les dangers que représentent la détention et l'exploitation politique ou marketing de gigantesques bases de données par des multinationales comme Google ou Facebook sont très importants ; Gilles Babinet représentant de la France pour l'économie digitale auprès de la Commission européenne vient de publier « *Big Data, penser l'homme et le monde autrement* ». Pour lui, l'analyse de très grandes quantités de données en temps réel a pour conséquence que les rapports de causalité (ceci explique cela) ont désormais moins d'importance que les corrélations (si de multiples facteurs en apparence isolés sont réunis, le résultat doit être identique). C'est une véritable révolution qui va bouleverser de nombreux secteurs...

Big Brother : après « *La France orange mécanique* » qui avait connu un grand succès, Laurent Obertone, journaliste et écrivain, vient de publier « *La France Big Brother. Enquête sur le conditionnement d'une nation* ». Pour lui, la pensée unique a pris les apparences d'une société libre et démocratique, mais en fait elle exerce une véritable tyrannie. Tout s'organise à partir d'une pyramide dont les divers degrés sont le gouvernement, l'administration, les médias, les multimédias, les experts de toutes les chapelles, et les idéologues

Peer to Peer : l'économie collaborative offre d'incroyables possibilités. Techniquement le P2P est une infrastructure qui permet à des ordinateurs de se connecter entre eux sans passer par un serveur central. Dans son livre « *Sauver le monde, vers une économie post capitaliste avec le Peer to Peer* », Michel Bauwens fondateur de la P2P Foundation, est convaincu que

bientôt, deux milliards de personnes vont pouvoir créer de la valeur ensemble...